



roupement Semis Direct de Madagascar

Atelier de concertation des membres et partenaires du GSDM (Groupement Semis Direct de Madagascar)

RAPPORT DEFINITIF DE L'ATELIER



Zo Nirina RAZANAMAHARO, Consultant Senior
Ampandrana-Ouest lot II-C-48 - Antananarivo (101)
Téléphone : (261)33 14 530 89 - (261)34 09 039 63

JUIN 2013



Vue d'ensemble des participants à l'atelier du 13-14 Juin 2013 à l'Hôtel KAVITAHA - Ampefy

PLAN DU RAPPORT

UN TERME DE REFERENCES TRES EXPLICITE.....	4
UNE METHODOLOGIE BASEE SUR UN PROCESSUS PARTICIPATIF CONCERTÉ ET INTEGRE.....	5
I. INTRODUCTION UN ATELIER TRES ATTENDU.....	7
II. UN ATELIER SE DEROULANT SUIVANT DES OBJECTIFS PRECIS.....	8
2.1. Un cadrage répondant à un panel et des approches validés par le client.....	8
2.2. Un atelier se déroulant suivant un timing bien respecté.....	9
2.2.1. Une première journée marquée par les interventions et les travaux de groupe.....	9
2.2.1.1- Des règles et des principes adoptés par l'assistance.....	9
2.2.1.2- Des interventions très pertinentes du personnel dirigeant du GSDM lors de la séance plénière.....	9
2.2.1.3- Des discussions et débats impliquant 90% des participants.....	10
2.2.1.4- Des travaux de groupe très enrichissants.....	10
2.2.1.5- La mise en place d'un Comité ad'hoc composé de personnel expérimenté.....	14
2.2.2. Une deuxième journée d'adoption et de présentation des principales recommandations.....	15
2.2.2.1- La finalisation dans les règles de l'art du projet de recommandation de l'atelier	15
2.2.2.2- Un projet de recommandation de haute qualité validé après une retouche finale	15
2.2.2.3- Les recommandations de l'atelier appréciées par les bailleurs de fonds présents	15
III. CONCLUSIONS : UN ATELIER AYANT ATTEINT LA MAJORITE DE SES OBJECTIFS.....	20
ANNEXES.....	21
• Annexe 1 : Fiches de présence des participants	
• Annexe 2 : Panel de l'atelier	
• Annexe 3 : Présentation du GSDM par le staff dirigeant	
• Annexe 4 : Résultats des travaux de groupe	
• Annexe 5 : Fiche d'évaluation de l'atelier	

RAPPEL : UN TERME DE REFERENCES TRES EXPLICITE

Les termes de références de l'atelier de concertation des membres et partenaires du GSDM qui s'est déroulé le 13 et 14 juin 2013 à l'Hôtel KAVITAHA Ampefy, montrent clairement et d'une manière détaillée les objectifs et résultats attendus de la mission du Consultant animateur.

Les objectifs sont en effet clairs et bien mentionnés d'une façon bien explicitée :

- partager et valider les principales informations du GSDM et conclusions de la mission d'évaluation,
- évaluer et valider les stratégies envisagées de réorganisation, élargissement des missions, ...
- identifier et valider les orientations proposées,
- définir les étapes et attendus de la réorganisation de GSDM,
- établir des TdR sur l'appui institutionnel et l'assistance technique.

Il en est aussi des résultats à atteindre lors de l'atelier :

- définition des missions futures du GSDM et validation des propositions d'orientations au vu des enjeux liés à la diffusion de l'AC, du développement rural et de la protection de l'environnement à Madagascar,
- propositions d'évolution / pérennisation du GSDM (rôle, fonctions & financement),
- analyse des perspectives du GSDM / positionnement aux interfaces Recherche-Développement et Structures administratives-privés,
- définition de l'organisation structurelle et de la gouvernance, y compris les aspects statutaires.

UNE METHODOLOGIE BASEE SUR UN PROCESSUS PARTICIPATIF CONCERTE ET INTEGRE

Pour pouvoir réaliser un atelier qui soit de qualité et qui réponde aux attentes et besoins du GSDM, une méthodologie de travail basée sur quatre principes majeurs a été adoptée :

- a. une **approche intégrée** dont le but a été d'instaurer un mécanisme visant l'implication et la contribution de tous les participants ;
- b. une **approche incrémentale** selon laquelle tous les programmes de l'atelier à mettre en œuvre ont été menés en fonction des capacités et des informations disponibles à tous les niveaux, avec l'accord de toutes les parties prenantes dans un processus continu d'échanges et de coopération dans le domaine de l'animation ;
- c. une **approche collaborative** à partir de laquelle toutes les discussions et débats, ainsi que les recommandations/ résolutions issues des participants ont été prises en compte et inscrites dans la mesure du possible dans la synthèse et les recommandations finales. La collaboration de toute l'assistance (ou au moins d'une partie) pour la rédaction de cette synthèse a été vivement souhaitée.

Ces principes ont été mis en exergue dans trois composantes à partir desquelles les étapes pour la réalisation de la mission se sont posées :

- **le principe d'intervention** : quels ont été vraiment les différents points sur lesquels nous allions intervenir pour organiser un atelier qui satisfasse vraiment le Client ?
- **les différentes séquences de l'action** basées sur trois principes fondamentaux :
 - a. les actions en amont de l'atelier : quels ont été les différents éléments à assurer et à mettre en place pour une organisation de l'atelier qui fût de qualité et réponde aux objectifs ? Cette première séquence s'inscrivait sur l'étape relative à l'organisation/ préparation de l'atelier,
 - b. les actions pendant l'atelier : comment se déroulerait la facilitation/ animation pour obtenir des feed-back de la part des participants pendant l'atelier ?
 - c. les actions en aval de l'atelier : quels points essentiels retenir, et plus particulièrement quels éléments à rédiger dans le rapport à envoyer au Client ?
- **le planning général** : comment planifier les différentes séquences pour éviter un retard pouvant entraîner des désagréments au niveau du Client ? Cela a été notre plan de travail.

Dans le souci d'une célérité des actions à entreprendre, un mécanisme de communication a été mis en place (notamment durant la préparation de l'atelier) pour permettre au Consultant d'avoir des réponses rapides de la part du Client (feedback) :

- des séances de travail ont été utiles pour des questions qui nécessitaient des discussions ou prises de dispositions fondamentales ;
- parallèlement, l'utilisation du réseau Internet (ou éventuellement des entretiens téléphoniques) s'était avéré indispensable pour des questions d'ordre pratique.

Trois phases ont été menées pour la réalisation de cet atelier :

- une première phase visant l'organisation technique et matérielle de l'atelier,
- une deuxième phase sur l'animation et la facilitation proprement dite de l'atelier,
- une troisième phase pour la rédaction finale de l'atelier.

La première phase s'était basée sur la préparation des différents éléments pour le lancement de l'atelier. Conformément aux principes énumérés précédemment, un programme de l'atelier a été discuté et adopté ensemble par les responsables du GSDM et le Consultant.

La deuxième phase consistait à animer l'atelier dans un mécanisme basé sur des règles et principes visant à (i) éviter autant que faire se peut les dialogues et les soliloques, (ii) gérer les temps de paroles des intervenants grâce à la mise en place d'un time keeper, et (iii) faire en sorte que les participants ne soient pas gênés par les bruits des téléphones portables durant l'atelier.

Les points saillants de cette phase ont été marqués surtout par :

- la présentation des grandes lignes de missions du GSDM par le staff dirigeant,
- une approche méthodologique visant à la collecte des données grâce à la confection de deux tableaux destinés à ces effets,
- une répartition des participants durant les travaux de groupe selon un mécanisme basé sur l'équilibre des compétences et expériences des participants ainsi que sur leurs fonctions et leurs responsabilités respectives,
- la qualité des recommandations grâce à la mise en place d'un comité ad'hoc trié sur volet et qui a joué pleinement son rôle.

La troisième phase consistait à la rédaction du rapport pour le Client en deux temps :

- un rapport provisoire sera envoyé pour recueil des avis et observations,
- le rapport définitif sera expédié au Client après insertion des observations et remarques éventuelles du rapport provisoire.

I. INTRODUCTION : UN ATELIER TRES ATTENDU

L'évaluation du GSDM en 2012¹ a permis de noter que nonobstant la qualité de ses réalisations et des recommandations sur la poursuite de son ouverture sur l'environnement de la diffusion avec des liens dans le domaine de l'environnement et des politiques publiques agricoles, sa pérennisation devrait passer par une reconnaissance d'un rôle d'Institut technique œuvrant pour le bien public et par un éventuel élargissement de ses missions au-delà des aspects strictement techniques de l'AC.

Dans cette optique, le statut du GSDM en tant qu'association est remis en cause du fait de ses nouvelles missions. Retenons notamment les points suivants :

- son organisation et son fonctionnement en tant qu'association avec ses instances de gouvernance,
- son positionnement et son organisation structurelle et fonctionnelle,
- l'élargissement de ses missions et ses cibles,
- son organisation décisionnelle et sa gouvernance représentative des missions,
- l'évolution de ses compétences en lien avec ses champs d'intervention,
- l'évolution de sa dénomination en accord avec ses activités.

Tous ces points montrent à quel point il est vital pour le GSDM de se pencher sérieusement sur la programmation d'une concertation avec ses membres et partenaires² pour (i) évaluer et valider les orientations envisagées et les éventuelles organisations, (ii) réunir les conditions nécessaires à l'élaboration des stratégies d'évolution et de pérennisation du GSDM.

L'atelier de deux jours qui s'est déroulé le 13 et 14 Juin 2013 à l'Hôtel KAVITAHHA Ampefy revêt ainsi une importance capitale pour l'avenir du GSDM car permettant déjà d'anticiper sur la tenue d'un deuxième atelier de concertation pour ses réorganisations technique, institutionnelle, organisationnelle, ainsi que sur ses perspectives en vue de sa pérennisation.

¹ Mission d'évaluation des activités et des réalisations du Groupement semis direct de Madagascar (GSDM) par CA 17 International (Janvier 2013)

² Il est à noter que ce processus de concertation a impliqué les membres du GSDM, les tutelles, les partenaires technico-financiers (Task Force, bailleurs,...) les membres du comité de Pilotage et des personnes ressources.

II. UN ATELIER SE DEROULANT SUIVANT DES OBJECTIFS PRECIS

2.1. Un cadrage répondant à un panel et à des approches adoptées par le Client

Dans le souci d'une organisation de qualité de l'atelier, une séance de briefing et de travail s'est tenue dans les locaux du GSDM avec la présence du staff dirigeant et le Consultant animateur le Mercredi 5 Juin 2013. Les discussions lors de cette séance étaient notamment axées sur les points les plus importants pour éviter autant que faire se peut certaines dérives sur les tenants et aboutissants de l'atelier :

- un bref rappel de la mission et des activités du GSDM par le Directeur Exécutif. Cette séance de briefing a été fondamentale pour l'animateur afin de le situer dans une optique de cohérence et de d'uniformisation des informations sur le concept du GSDM lui-même,
- une brève présentation du Directeur Exécutif Adjoint sur les attentes du GSDM à l'issue de l'atelier pour atteindre les objectifs et les résultats escomptés. Cette intervention a été d'ailleurs nécessaire pour garantir une cohérence des idées sur la conduite de l'atelier et adopter tout le processus dans un esprit partagé et consensuel,
- la présentation par le Consultant animateur de l'approche méthodologique qu'il comptait mener pour avoir des résultats de qualité et obtenir l'implication et la contribution de toute l'assistance. Diverses explications et approches méthodologiques ont été ainsi combinées afin de sortir un mécanisme qui soit le plus simple mais le plus approprié possible pour l'atelier³.

Mais le point fort durant cette première séance de travail s'est porté sur l'élaboration d'un panel très détaillé afin d'estimer les chances d'arriver aux résultats escomptés. Le volume du travail étant en effet très important, paradoxalement, la durée de l'atelier n'étant que de deux jours, (ou plus précisément de un jour et demi si l'on tient compte de la visite sur terrain lors du retour à Antananarivo), il a fallu mettre en place un programme minutieux.

A cet effet, le Consultant animateur a présenté un panel qui puisse répondre aux soucis et appréhensions de tout un chacun et obtenir ainsi les résultats escomptés :

- la répartition des horaires des différents programmes et activités durant l'atelier,
- la durée d'intervention réalisation de chaque activité ou programme durant les deux jours d'atelier,
- l'identification des responsables et des intervenants afin que ces derniers puissent d'ores et déjà préparer leurs exposés respectifs⁴.

³ Les différentes approches adoptées se sont portées notamment sur

- la nomination du Directeur Exécutif Adjoint en tant que time-keeper,
- la validation des tableaux pour la collecte des informations lors des discussions et débats,
- la méthodologie préconisée pour la répartition des différents participants durant les travaux de groupe.

⁴ A noter que tous les exposés ont été présentés sur le logiciel PPT, que ce soit en séance plénière ou durant les travaux de groupe

2.2. Un atelier se déroulant suivant un timing bien respecté

Des pochettes ont été distribuées aux participants au début de l'atelier, à l'intérieur desquelles on a inséré (outre les fournitures pour le recueil des notes) le panel de l'atelier et les grandes lignes des exposés des intervenants. Cette mesure a été prise afin que les participants puissent déjà savoir à quoi s'attendre durant les deux jours de l'atelier et se préparer en conséquence.

2.2.1. Une première journée marquée par les interventions et les travaux de groupe

La première journée a commencé par une séance d'allocution de la Présidente du conseil d'Administration du GSDM (Madame RAKOTOARISOA Jacqueline) qui a souhaité la bienvenue aux participants et leur a exhorté d'apporter leurs expériences et leurs connaissances durant cet atelier. Elle a par la suite annoncé l'ouverture officielle de l'atelier.

2.2.1.1. Des règles et des principes adoptés par l'assistance : le Consultant animateur (Monsieur Zo Nirina RAZANAMAHARO) a ensuite pris la parole pour présenter succinctement le programme de l'atelier conformément au panel inséré dans les pochettes des participants. Il a en outre insisté sur les règles et principes à respecter afin que l'atelier se déroule dans une ambiance décontractée⁵. C'est d'ailleurs sur la base de ce principe que le Consultant animateur a posé les règles régissant l'assistance durant cet atelier :

- ne pas top accaparer le micro durant les interventions,
- s'assurer que les portables sont toujours en mode silence ou en mode vibreur,
- gérer les temps de parole de chaque participant et/ou intervenant par le biais du time-keeper,
- éviter autant que faire se peut le « fotoan-gasy » (littéralement, être toujours ponctuel),

2.2.1.2. Des interventions très pertinentes du personnel dirigeant du GSDM lors de la séance plénière : après l'énoncé des règles et principes par le Consultant Animateur, le Directeur Exécutif du GSDM (Monsieur RAKOTONDRAMANANA) a procédé à la présentation des points suivants :

- les objectifs et les résultats attendus de l'atelier,
- la définition des différents rôles du GSDM,
- la redéfinition des missions, des cibles et des interventions du GSDM,
- les conclusions et les perspectives.

Le Directeur Exécutif Adjoint du GSDM (Monsieur Franck ENJALRIC) a ensuite succédé à Monsieur le Directeur Exécutif pour présenter les résultats de la mission d'évaluation de l'atelier. Il a d'ailleurs insisté sur les conseils généraux de la mission d'évaluation qui mettent en exergue (i) que le GSDM reste une structure de coordination et non d'intervention, et (ii) que le GSDM maintienne un positionnement de structure intermédiaire et d'interface, et (iii) qu'il ait son autonomie et son indépendance.

⁵ Le principe de base préconisée par le Consultant Animateur et adopté par l'assistance était « SOYONS DECONTRACTES TOUT EN RESTANT CONCENTRES ».

Ces deux interventions ont été vraiment appréciées par l'assistance, notamment par les participants ayant une connaissance assez limitée du GSDM. Elles ont en outre permis à tous les participants d'être sur une même longueur d'ondes en matière d'informations qui ont été utiles pour les discussions et débats.

2.2.1.3. Des discussions et débats impliquant 90% des participants : les exposés du staff dirigeant du GSDM ont amené des débats qui se sont avérés très pertinents par rapport aux enjeux mêmes du GSDM. Quoique par moment animées, les discussions se sont passées dans un climat convivial et un respect mutuel entre les participants.

Il faut noter que le point fort de ces discussions et débats est surtout marqué par la participation des 90% des participants⁶ qui ont apporté leurs expériences et leur savoir sous différents aspects (techniques, institutionnels, organisationnels,...). Cela est d'autant plus encourageant avec les différents apports des entités et institutions qui n'ont pas encore vraiment travaillé avec le GSDM, mais qui pourtant, n'ont pas ménagé leurs efforts pour s'intégrer dans les séances de discussions et proposer, voire imposer par moments leurs idées.

Le tableau 1 au verso présente quelques séries de questions réponses des participants. Son contenu montre la variété et la richesse des informations et des discussions au niveau des participants.

2.2.1.4. Des travaux de groupe très enrichissants : après les différentes séances de questions/ réponses, on a procédé à l'organisation des travaux de groupes pour recueillir les avis et suggestions de l'assistance sur les quatre domaines suivants :

- aspects techniques (missions, cibles),
- aspects institutionnels (Gouvernance),
- aspects organisationnels (compétences, AT, ...),
- perspectives et décisions financements, ...).

a. *Une répartition des participants selon leurs compétences et leurs responsabilités* : la répartition des participants a été effectuée selon trois critères bien définis :

- les compétences et les expériences de chacun en matière d'AC⁷/AE⁸,
- leur influence et leur savoir-faire,
- leurs idées et leur force de persuasion.

C'est ainsi que des représentants des institutions et organismes ayant des affinités professionnelles assez fortes par rapport aux autres ont été séparés pour apporter une valeur ajoutée dans leurs groupes respectifs et équilibrer autant que possible les forces intellectuelles intergroupes.

⁶ Sur les 26 participants présents lors de l'atelier, 23 se sont donnés à fond pour enrichir les débats et les discussions.

⁷ AC : Agriculture de Conservation

⁸ AE : Agro-écologie

Tableau 2 : la fiche de synthèse des principales séries de questions/ réponses

QUESTIONS		REPOSES	
Nom du demandeur	Questions de clarification	Noms du répondeur	Synthèse des réponses
Herivololona RALALAIMANANA (MEF)	Pourquoi le Ministère de l'Eau n'est pas représenté ni invité à l'atelier, alors que ce secteur a son importance vitale dans l'AC ?	RAKOTONDRAMANANA (DE/GSDM)	Bonne note est prise concernant ces deux ministères. C'est une omission involontaire du Comité Technique de préparation de l'atelier. Le Ministère de l'eau et la météo ont été omis tandis que la Direction Générale des Forêts a été invitée mais n'a pas pu venir.
Sylvain DEFFONTAINES (AgriSud)	Il faut intégrer les secteurs connexes à l'agriculture. A l'instar de l'absence du représentant du ministère de l'Eau, quid des représentants des forêts, de la METEO ?		
Xavier RAKOTONJANAHARY (MINESUP)	- Peut-on savoir et estimer les retombées socioéconomiques de l'AC/AE au niveau national ? Il faut les intégrer dans les ingénieries de développement - Quid des données sur Manamora (non encore exploitées) ?	Franck ENJALRIC (DEA/ GSDM)	Il y a des liens avec les chercheurs de FOFIFA (au sein du SCRID) qui font des études socioéconomiques Quant à Manamora, on est encore en phase d'exploitation ; les données sont en train d'être compilées
Ifaliantsoa RAZAFINDRAKOTOSON (VERAMA)	Il faut considérer le fait que GSDM aide et appuie les OP et autres structures impliquées dans l'AC/AE, mais il doit aussi se faire aider par les autres structures et ministères. Par ailleurs, il faut aussi tenir compte de l'existence du <i>Tranoben'ny tantsaha</i> qui est quand même une structure d'appui des OP	RAKOTONDRAMANANA (DE/GSDM)	Il est nécessaire de renforcer les données de concept pour l'appui des ministères : le GSDM étant un organe purement privé, les Ministères ne peuvent pas siéger dans son CA, par contre, ils peuvent siéger dans le Comité de Pilotage, un organe lié à un projet, donc non pérenne. La formule idéale serait la fusion des fonctions du CA et du Comité de Pilotage dont il faut trouver le mécanisme.
Ignace RAMAROSON (Agriculteur individuel)	<i>Juste des remarques et observations :</i> -mettre en place une politique de développement agricole, c'est-à-die revenir à la base, étant donné que la masse paysanne vit dans une production agricole à petite échelle ; - intégrer l'AC dans une politique générale du pays,		

QUESTIONS		REPOSES	
Nom du demandeur	Questions de clarification	Noms du répondeur	Synthèse des réponses
	- mettre à niveau une stratégie pour développer les moyens à fournir aux paysans (trouver des nouveaux modes de financement)		
Pascal DANTHU (CIRAD)	Quelles sont les forces humaines du GSDM ?	RAKOTONDRAMANANA (DE/ GSDM)	Le GSDM dispose d'Ingénieurs Agro SCV (expertise dans Madagascar) des formations complémentaires dans le domaine de l'AC (au nombre de 3). En outre, GSDM a su capitaliser les ressources humaines en matière de formations diverses en AC notamment celles de l'ex. Tafa et d'autres ingénieurs agro des projets achevés.
Lanto RAMAROSON (Coord Nat BVPI)	Est-ce qu'il y a des objectifs spécifiques par rapport au rapprochement au Ministère de l'Eau ? Car si c'est juste par rapport à l'ouverture, la liste n'est pas close : on peut également toucher les Ministères de l'Aménagement du Territoire, de la Formation Professionnelle...		
RAKOTOARISOA Jacqueline (PCA/ GSDM)	En prenant en considération la synthèse des cibles d'actions du GSDM, il faut tenir compte des points suivants : - l'AE est trop large (risque de dispersion et de remise en cause de la mission du GSDM ; le GSDM doit se cantonner au niveau de l'AC, - cerner les bonnes pratiques agricoles,	Tahina RAHARSON (GSDM)	Cette remarque mérite d'être débattue lors des travaux de groupe ; il faut en effet voir les avantages et les inconvénients en matière d'activités sur l'AC et l'AE
Alain RAKOTOVAO (RCC/ ICPM)	<i>Suggestions :</i> Dans les 3 domaines, on note l'absence d'expertise en communication Information/ Sensibilisation ; toutefois, le GSDM met en œuvre à l'heure actuelle une ingénierie de communication.	RAKOTONDRAMANANA (DE/GSDM)	Le terme d'Ingénierie a été instauré dans le rapport d'évaluation. On va donc essayer de vivre avec. Quant à l'aspect plaidoyer, on va l'inclure dans les aspects techniques

QUESTIONS		REPOSES	
Nom du demandeur	Questions de clarification	Noms du répondeur	Synthèse des réponses
	A titre d'exemple, au sein de la FAO, on ne parle pas d'AC dans la gestion des risques et catastrophes (GRC)		
Harison RANDRIARIMANANA (ancien ministre)	<ul style="list-style-type: none"> - Il est évident que le GSDM doit évoluer, et que ses membres doivent être plus actifs, plus impliqués et plus « bénéficiaires » du groupement. Il est logique que les différentes composantes des agro écosystèmes soient abordées. - Le GSDM doit aussi travailler avec les grandes exploitations car on connaît les limites des petites exploitations ; - La taille du GSDM est à débattre ; - Quant au statut, il faut recruter un juriste qui va proposer le type de statuts adéquats ; - En ce qui concerne l'organe qui va coiffer le CA, il faut une plateforme du type de celle de la Plateforme Riz, un organe régi par un décret qui associe le public et le privé. ; - En ce qui concerne le financement : il faut une politique nationale, une stratégie nationale et un plan d'action en agro-écologie qui tiennent dans la durée à l'image du PE1, PE2 et du PE3. Il faut un financement de la politique nationale où le GSDM sera partie prenante mais non un financement du GSDM 	RAKOTONDRAMANANA	Il nous faut le décret instituant la Plateforme Riz pour nous guider dans nos réflexions futures.
MANDRANO Julien (UPDR)	Il faudrait plutôt une « Charte de Développement durable » qui inclut un volet « Agriculture durable » où figure l'Agroécologie au lieu d'une Politique nationale en Agroécologie qui a peu de chance de passer.		

b. Des résultats de travaux de grande qualité :

L'approche méthodologique basée sur la répartition des participants par groupe travaillant sur les mêmes sujets a permis d'avoir des résultats très intéressants. Quatre sujets ont permis de balayer les différents aspects d'une réorganisation et pérennisation du GSDM : il s'agissait des aspects techniques, institutionnels, organisationnels (gouvernance) et les perspectives.

Quoiqu'ayant des rapprochements sur le fonds, de nombreuses idées contradictoires étaient apparues, permettant ainsi d'enrichir les débats et discussions.. Cela s'est confirmé lors de la présentation de ces résultats en séance plénière au vu des réactions de l'assistance. Les principales divergences portaient sur le statut du GSDM (association, Institut technique, centre national, ARUP, EPIC, EPA, etc.), la gouvernance, et l'évolution de l'assistance technique.

Il y a eu aussi des discussions et débats très animés sur le statut du GSDM. Si certains ont opté pour rester en l'état actuel des choses, c'est-à-dire que le GSDM reste en tant qu'association, d'autres ont suggéré de repositionner le GSDM comme étant une structure à vision plus large, étant donné les nouvelles missions qu'il devrait assumer. Les tableaux présentés en Annexe 3 montrent les résultats des travaux de groupe qui présentent à la fois les contraintes/ difficultés constatées et les recommandations / propositions de résolutions y afférentes.

Une analyse transversale de ces résultats montre quelques points majeurs :

- la richesse des informations reçues qui reflète le sérieux des participants,
- la diversité des réponses qui montre les connaissances élargies de l'assistance,
- la convergence sur les missions qui devraient être assurées par le GSDM,
- une diversité des propositions sur des thèmes majeurs comme le financement et les perspectives. On peut retenir (i) la nécessité reconnue d'élaborer des TdR pour un institut technique en lien avec une plate forme en AC et AE (cet institut serait une agence d'exécution d'une charte définie en amont sur AC et AE), (ii) envisager un plan à long terme de l'appui à l'AE avec différentes phases, (iii) une évolution de la gouvernance, (iv) la définition des missions respectives d'une plate forme en AC/AE et l'institut, (v) la définition d'une charte en AC/AE.

2.2.1.5. La mise en place d'un Comité ad'hoc composé de personnel expérimenté : à l'issue des discussions et débats de la présentation des travaux de groupe, on a procédé à la mise en place du Comité ad'hoc pour la préparation et la rédaction du projet de recommandations de l'atelier.

Dans le souci d'avoir un projet qui reflète le plus possible des aspirations des participants durant les travaux de groupes, il a été décidé que le Comité sera représenté par les éléments suivants :

- les Secrétaires de groupes de travail représentés par le personnel du GSDM,
- Les Présidents des 3 groupes élus par les groupes,
- Madame la présidente du Conseil d'Administration,
- Personnes ressources volontaires : Mme Michelle RASOLOMPIAKARANA, Directrice de la Production Agricole au MinAgri, M. Harison RANDRIARIMANANA, ancien Ministre, M. Ignace RAMAROSON, Agriculteur, M. Sylvain DEFFONTAINES, AgriSud.

Ce comité ad'hoc a été dirigé par le Consultant animateur lui-même, Zo RAZANAMAHARO. Sa composition montre à la fois la qualité du personnel, la diversité des compétences et sa pluridisciplinarité. Force est donc d'admettre que cette équipe s'apparente à un pool de consultants volontaires. Cela s'est déjà d'ailleurs démontré devant les décisions de travailler déjà dès le soir de la première journée pour rassembler les idées forces et élaborer une esquisse du projet de recommandations.

2.2.2. Une deuxième journée d'adoption et de présentation des principales recommandations

2.2.2.1. La finalisation du projet de recommandation de l'atelier : la deuxième journée a commencé par l'élaboration du projet de recommandations.

Devant le volume de travail qui reste à faire, et plus particulièrement dans le souci d'avoir des grandes idées forces et de qualité, le Comité ad'hoc a décidé de se scinder en quatre sous-groupes selon les quatre aspects discutés dans les travaux de groupes et dont chacun rédigera le projet de recommandations y afférent. Cette mesure a permis à la fois de gagner du temps et d'avoir des projets rédigés d'une manière beaucoup plus subtile et de haute qualité.

Cela s'est d'ailleurs vérifié après la mise en cohérence des quatre sous-projets de recommandations, dans la mesure où cette mise en cohérence n'a pas posé de grands problèmes et être terminée selon le timing prévu de l'atelier.

2.2.2.2. Un projet de recommandation de haute qualité validé après une retouche finale : la deuxième heure de cette deuxième journée a été marquée par la validation du projet de recommandation de l'atelier qui n'a pas été toutefois très facile dans la mesure où certaines observations ont encore fait l'objet de débats et de discussions, du moins sur la reformulation de certains points (statut du GSDM, recherche de financement, réorganisation de la mission du GSDM,.....).

Le projet de recommandation a été ainsi validé par l'assistance après une demi-heure d'observations et de remarques (beaucoup plus sur la forme que sur le fonds)⁹.

2.2.2.3. Les recommandations de l'atelier appréciées par les bailleurs de fonds présents : à l'issue de la lecture des recommandations de l'atelier par Madame RAKOTOARISOA Jacqueline, Présidente du CA du GSDM, les bailleurs de fonds ont été unanimes à reconnaître et apprécier à sa juste valeur tant la qualité de la rédaction que le contenu des recommandations lui-même. Ils ont mis notamment en exergue la proposition de l'assistance sur le recrutement d'un juriste pour l'étude sur le changement de statut du GSDM (aspect institut technique, agence d'exécution, Centre national...), ainsi que l'ouverture du GSDM à diverses entités et structures en vue de l'organisation et de l'élargissement de sa mission.

Le Directeur Exécutif du GSDM, quant à lui, a remercié toute l'assistance présente qui n'a pas lésiné sur leurs efforts. Il a particulièrement loué le soutien de l'ancien Ministre Harison RANDRIARIMANANA qui a mis en exergue toutes ses expériences et son savoir pour apporter des valeurs ajoutées durant toutes les séances de travail de cet atelier.

⁹ Compte-tenu de l'enjeu et de l'importance fondamentale du projet de recommandation de l'atelier, le rappel des points saillants de la première journée qui aurait du précéder la séance de validation du projet a été annulé.

Les représentants de l'AFD ont fait part de leurs commentaires. Il a été remarqué l'évolution du GSDM vers une approche large et inclusive au-delà des aspects techniques. L'AFD s'est intéressé depuis dans la mise en œuvre technique et la diffusion et a affirmé que si l'on vise des impacts macro écologique et économique, il faut une large diffusion. Sur la base des enseignements sur l'accompagnement de l'AC à Madagascar, les orientations envisagées apparaissent pertinentes notamment sur :

- la diffusion avec évaluation des impacts macro socio-économiques (coût de la diffusion, voir l'effet tâche d'huile → donc de la diffusion spontanée ;
- le relai essentiel en termes de communication,
- les rôles d'une plate forme en AC pour fédérer des échanges, assurer le plaidoyer, apporter des services aux membres, et être partenaire des projets de développement,
- la gouvernance,
- la dimension évaluative du GSDM (labellisation),
- l'appui aux agricultures aux pourtours des aires protégées
- les services d'appui aux membres.

L'AFD a émis comme réflexion à approfondir la question de gouvernance et notamment la proposition du GSDM comme agence d'exécution ou opérateur d'une politique. Il trouve que le GSDM devrait dans un premier temps initiateur et intégrateurs des différentes politiques.

Dans la question de financement et part rapport à l'idée d'une quote-part sur un fond pour appuyer le développement d'une agriculture durable, l'AFD ne voit pas d'inconvénients, mais déjà, il faudrait cibler les systèmes de financement existants actuellement (FRDA...).

Le positionnement du GSDM aux interfaces du développement et de la recherche et des institutions publiques et organismes privées est jugé très positif car il répond à des besoins identifiés dans de nombreux cas de développement rural. Il est en effet fréquemment regretté l'absence d'interface entre recherche, développement et décideurs. L'évolution du GSDM est jugée favorable avec ce passage du soutien direct à la réflexion sur le devenir.

L'AFD s'est également félicitée de l'évolution du GSDM, de la maturation de cette structure et des ambitions affichées dans ses perspectives, et continuera à suivre cette structure. Elle soutiendra le GSDM au sein du groupe des bailleurs de fonds dans l'objectif de diversifier les sources de financement.

L'AFD trouve que l'idée d'une charte de développement agricole durable est une idée intéressante à creuser.

Des félicitations et encouragements ont été adressés au DE et à l'équipe du GSDM.

Madame Michelle RASOLOMPIAKARANA, Directrice de la Production Agricole au MINAGRI, a représenté M. le secrétaire Général du MINAGRI pour procéder à la clôture de l'atelier. Elle a salué le professionnalisme et les performances de l'assistance durant ces deux jours de l'atelier, tout en souhaitant un plein succès pour le GSDM quant à ses missions et sa réorganisation.

Les recommandations de l'atelier sont présentées dans l'encadré au verso.

Recommandations de l'atelier de concertation du GSDM

13-14 juin 2013

Constats :

Les objectifs d'amélioration de la productivité agricole, la protection des ressources naturelles et d'adaptation au changement climatique sont reconnus et partagés, considérant que l'appui à la diffusion de l'AC/AE est un moyen pour atteindre ces objectifs. La finalité est une agriculture durable et la protection de l'environnement.

Les recommandations portent sur 4 aspects : techniques, institutionnels, organisationnels et perspectives.

Aspects techniques

Missions :

Elles sont liées au positionnement du GSDM aux interfaces technique / décisions politiques, public / privé, recherche/développement. Il s'agit d'impliquer tous les acteurs pour intégrer AC/AE dans les politiques sectorielles : agriculture, élevage, environnement, eaux & forêts, formation, ...

L'élargissement à l'AE est considéré comme logique et légitime voire stratégique étant entendu que cette orientation est au-delà des effets de mode et en étant conscient des risques de dispersion et sur la base des compétences de pointe en AC

Une nouvelle mission du GSDM serait d'accompagner l'élaboration d'une politique nationale de développement en agroécologie sur la base d'une charte d'agriculture durable avec pour cibles :

- les acteurs du développement y compris OP
- les décideurs politiques des politiques sectorielles
- les partenaires techniques et financiers
- les différentes agricultures sans exclusion,
- les centres de formation,
- Les autorités régionales.

Recommandations :

1. animer l'élaboration d'une charte de développement durable (document de référence) – économie, environnement, social (intégrant tous les secteurs d'activités).
2. fournir les éléments concernant agro écologie en appui à la rédaction de la charte de développement durable.
3. développer le plaidoyer, aux niveaux national et régional par l'organisation d'ateliers
4. développer les interfaces identifiées entre recherche/développement,
5. maintenir des activités de recherche d'accompagnement sur des thèmes spécifiques et sur des capacités d'évaluation d'impacts et assurer le transfert de connaissances
6. appuyer la formation à tous les niveaux et tous types d'établissements (public et privés) afin de renforcer les capacités humaines (en quantité) avec les centres et organismes de formation, organismes d'accompagnement (OP, Tranoben'ny Tantsaha, CSA, CMS, ...).
7. définir une stratégie et un plan de communication (Document de concept à destination des décideurs, notamment sur l'impact socio-économique).
8. élaborer un mécanisme de maîtrise des chaînes de valeurs (marchés, prise de risque lié à l'innovation) ; il s'agit de subventionner l'introduction de l'agro écologie au niveau des petites exploitations familiales.

Aspects institutionnels

Constats :

L'influence du CA actuel dans la gestion du GSDM est considérée comme insuffisante. Le financement du GSDM est assuré par un seul partenaire financier. Il y a une gouvernance bicéphale : en tant qu'association, le GSDM dispose d'un CA, en tant que projet il met en œuvre une action du Min Agri financée actuellement par l'AFD et il est régi par un CoPil.

Recommandations :

1. envisager un changement de statut du GSDM, avec l'appui d'un professionnel institutionnel et juriste.
2. faire évoluer la structure en institut technique comme une agence d'exécution d'une charte de développement qui serait définie par une plate-forme en AC/AE.
3. définir des termes de références des travaux d'un juriste pour évaluer les différentes options répondant aux attendus suivants :
 - Une légitimité étatique qui induit une relative tutelle pour des missions de services publics et implication et appropriation des structures publiques
 - Une structure légère avec une gestion souple
 - La pérennisation du financement de la structure
 - Conserver la fonction d'évaluation de l'agroécologie (labellisation)
 - Capacité de mobiliser des financements
 - Mise en place d'un organe de pilotage et d'orientation incluant les secteurs public et privé (plate-forme)
 - Inclure les recommandations d'élargissement des missions aux ingénieries d'intégration et développement
 - Prendre en compte la nécessaire implication des membres du GSDM dans la mise en œuvre de sa stratégie
4. élargir les domaines d'intervention de la structure aux autres secteurs (Environnement, Forêts, changement climatique, aires protégées, gestion des risques et catastrophes)
5. évaluer les enjeux d'intervention dans des zones à fort potentiel agricole (Zone d'investissement agricole entres autres)

Aspects organisationnels

Constats :

Pour le moment les compétences actuelles au sein du GSDM sont essentiellement techniques et dans le cadre de l'évolution du GSDM, d'autres compétences sont à développer.

Du fait de la faible implication des membres du GSDM, il y a des compétences existantes au sein de ses membres qui sont sous utilisées dans la mise en œuvre de ses activités.

Recommandations :

De ces constats, il faut :

1. favoriser l'implication des membres du GSDM dans la mise en œuvre de sa stratégie :
 - constituer des cellules dédiées aux différentes missions au sein desquelles seraient représentés les différents membres et tutelles,
 - définir précisément les rôles des membres par l'élaboration d'un cahier des charges.
2. mettre en place un poste complémentaire aux compétences techniques existantes au sein du GSDM pour assurer l'élargissement des missions ;

3. faire évoluer l'assistance technique sur :

- les thématiques : elle diminuerait sur les aspects techniques (vivier a priori conséquent), au profit de la communication, plaidoyer, appui à la gouvernance du GSDM, capacités d'appuis dans les phases d'instructions de projets, en ingénierie d'intégration, réseaux, appui aux lettres de politiques, ingénierie de formation, etc.. suivant orientations et besoins.
- les modalités de son intervention, soit de façon permanente soit de façon ponctuelle.

Cette assistance viendrait en renforcement des compétences des membres du GSDM et de l'équipe exécutive élargie.

Par ailleurs, il semble important de :

- valoriser les plateformes régionales existantes (développement, environnement, autres) sans créer ou cibler des plates-formes purement agro-écologiques.
- développer le partenariat avec les institutions scientifiques internationales et structures similaires au GSDM dans d'autres pays.

Perspectives, décisions et financements

Constats :

Le financement de l'AE/AC à long terme dépend de l'intégration de l'AE/AC dans les politiques sectorielles et la mise en œuvre des programmes du gouvernement.

Recommandations :

1. à court terme, le GSDM sollicitera l'AFD pour intégrer un volet Agro écologie en appui au projet de développement rural en cours d'instruction qui impliquera CSA, FRDA, OP.
2. d'autres partenaires techniques et financiers (UE, FIDA, BM, ...) seront également sollicités.
3. le GSDM pourrait bénéficier des fonds du COMESA (et COI) attribués à la Task force en AC au travers de la FAO ;
4. considérer le GSDM comme agence d'exécution en AC/AE dans le cadre de conventions établies avec un ou des ministères de tutelles de manière pérenne ;
5. proposer de mobiliser des fonds de l'Etat au travers d'un positionnement de centre national rattaché à un ministère de tutelles (ex. du CNEAGR, CNA, ...)
6. instruire un mode de financement multi-bailleurs au travers d'une quote-part des projets financés par ces bailleurs. Ce prélèvement alimenterait un fonds national géré par le GSDM pour ses missions de services publics et d'accompagnement des projets en question.

Au vu des enjeux internationaux de sécurité alimentaire, de protection de l'environnement, de changement climatique et de gestion des risques et catastrophes, et de l'importance de ces enjeux à Madagascar, l'AE/AC est une réponse qu'il faut considérer pour le développement d'une agriculture durable et de protection de l'environnement, qui nécessite une volonté politique et l'adhésion de tous les acteurs.

Une structure comme le GSDM accompagnera efficacement cette dynamique.

III. CONCLUSIONS : UN ATELIER AYANT ATTEINT LA MAJORITE DE SES OBJECTIFS

L'atelier de concertation des membres et partenaires du GSDM qui s'est déroulé le 13 et 14 Juin 2013 à l'Hôtel KAVITAHHA Ampefy est considéré comme un réel succès tant pour les objectifs atteints que pour la qualité et l'implication des participants présents, ce qui justifie à juste titre le terme de « concertation » mentionné dans le titre.

En effet, le staff dirigeant du GSDM a bien insisté sur ce terme pour éviter une certaine influence des invités par rapport aux autres, privant ces derniers de paroles, voire accepter des décisions qui vont à contrecœur de leurs suggestions ou remarques. Ce doute a été levé au vu de l'évaluation de l'atelier qui a montré que 97% des participants se sont dits satisfaits de l'implication et de la contribution de l'assistance contre seulement 3% qui ont estimé qu'il y a certains participants qui n'ont pas vraiment livré le fond de leurs pensées (par timidité ?).

Sur la qualité de leurs interventions, 96% des participants ont estimé que les apports respectifs des uns et des autres ont été très enrichissants et vraiment de grande qualité. 4% ont toutefois déploré que certaines de leurs idées n'ont pas été retenues, sans allant toutefois à dénigrer ni renier les résultats obtenus qu'ils ont qualitativement appréciés. Concernant notamment ces derniers (résultats et informations), presque 95% des participants ont soutenu la richesse et la diversité des informations obtenues durant cet atelier.

En ce qui concerne les matériels bureautiques utilisés lors de l'atelier (tant en séance plénière que durant les travaux de groupe), 96% des participants se sont dits entièrement satisfaits.

Quant à la qualité de l'animation, 94% ont affirmé la maîtrise de l'animateur sur les points suivants :

- la gestion du temps : bien que le time-keeper n'ait pas eu à intervenir fréquemment, les participants ont pu apprécier la manière dont l'animateur a su gérer le temps tout au long de l'atelier ;
- la gestion des participants : l'assistance a unanimement apprécié le mode de répartition des participants durant les travaux de groupe. Certains ont même affirmé que la typologie et le nombre des participants dans les travaux de groupe leur ont permis de s'exprimer librement, d'autant plus que le volume de temps prévu à cet effet a été suffisant.



Toutefois, les participants (97%) ont été presque unanimes à juger qu'un atelier de cette importance et d'une telle envergure devrait s'étaler dans un délai assez long (3 jours) pour bien permettre de se focaliser d'avantage sur des sujets importants, notamment ceux relatifs à la collaboration de travail du GSDM avec les institutions et entités impliquées de loin ou de près à l'AC/AE. Il en est de même sur les actions de plaidoirie et de communication sur lesquelles le GSDM devrait insister pour assurer ses actions d'élargissement.

ANNEXES

Annexe 1 : liste des participants à l'atelier

FICHE DE PRESENCE
Atelier de Concertation à Ampfy le
12/06/13 au 14/06/13

Journée du : 13/06/13

Nom et Prénoms	Entité	Fonction	E-mail/Phone	Signature
RAKOTONJANAHARY Xavier	MESUPAS	Chercheur CP	x.xavier@mosing 0331206005	
Rehmann Sylvie	PURE Tani	Coord. des activités techniques	syf.pure@bluewin.ch 032 02 167 12	
RAZAFINDRAKOTOSON Ifaliantsoa H.	VERAMA	Resp Fert. Sol S carbone	sol-fertilisation.verama@unima.mg 033.12 01074 032 66 978.01	
ARNAUD Luc	GRET	Rep. GRET	arnaud@ gret.org 032 07 00 808	
RASOLOFOMANDIMBY Richard	DRDR ITASY	Rep - Environnement	richardrasolofofomandimby @hotmail.fr	
RASOLOPIARARANA Riechle	Plan Agri	DDA	dir.dpo@agriculture.gov.mg -curadmi569@gmail.com	
RAMAROSON Lauramine	BVPI	Coordinateur	cpnbvpi@bluewin.ch 0340581113	
MANDRANO Julien	UPDR	CE	updr.jul@bluewin.ch 034 14 27000	

Nom et Prénoms	Entité	Fonction	E-mail/Phone	Signature
RANDRIAMANANA Harrison	PADR/ Primateur	Conseiller	harrison.randriani@yahoo.fr 0320702653	
DANTHU Rosal	CIRAD	D.R.	danthu@cirad.mg 03207-41110	
RISAHIMOHARAFINA Heun	FEKRIAMA	SG	sg@fekritama.com fekritama@moov.mg 0339767273	
ANDRIAMAHAZO Michelle	SEnu MinAgri	chef SEnu	michelle.andriamelogo@gmail.com seminandryaho.fr 0340561031	
RAHALARIMANANA Herivololona	MEF	PFT URCCD	herivololona.zila@ mef.gov.mg	
DAHARI MANIRAKA Hyacinthe	MEF	EN du Projet PAO	hyacinthe@yahoofr 0324009504	
RAMAROSAM Ignace	GSDM	R.A	0337392117	
RAICOTAVAO Alain	ICPM	Coordinateur	alain.icpm@moov.mg 033462032	
RAVININJATOVO Jean Michel	FAFIALA	Coordinateur de programme	cosyrafalao@yahoo.fr 0331414624	
DEKONTAINES SYLVAIN	AGRISUD	Coordinateur	sdeffontaines@ agrisud.org 0320276512	

Nom et Prénoms	Entité	Fonction	E-mail/Phone	Signature
RAZANONJANJA Voloherizoa	FIFARASON	DIR	it.fifa@world moov-mg 0330183154 0341501454	
RAJOELISON Clara	SGAB/ HFB	chargé d'étude	sgab@blueline. mg	
Rakotoanina Jacqueline	FIFIFA	DS	ds@fifa.mg	
RAHONDRONANANA	GSDM	DE	adm.de@moov.mg	
Faust ENTÉRIC	GSDM	DEA	gsdm.dea@ moov.mg	
RAHARISON Estera	GSDM	Ingénieur JEE	raharison.tahina @gsdm-mg.org	
RAZOFINDRATY Lajie	GSDM	RSD	razafindrady @gsdm-tanjara -mg.org	
RAZAKAHELISSA Nivonirilele	GSDM	Secrétaire	razakaherissa @gsdm- mg.org	
RAZANAMAHARO L	Consultant	-	zanirivonirilele @yaho.fr 0334483089	

FICHE DE PRESENCE
Atelier de Concertation à Ampfy le
12/06/13 au 14/06/13

Journée du : 14/06/13

Nom et Prénoms	Entité	Fonction	E-mail/Phone	Signature
RAKOTONTANANTARY Xavier	RESUPRES ✓	CP	r.xavier@moos.org 0331606008	#
Rahonera Orlop	PCAE ✓	Coord - Rechuspec.	slf.plae@bluewin.ch 0320216712	B'
RAZAFINDRAKOTOSON Ifaliantsoa H. ✓	VERAMA	Resp Fertilité du sol & CARBONE	sol-fertilisation. verama@unima.mg 03312 010 74 032 66 978 01	
ARNAUD Luc ✓	GRET	Repres.	arnaud@ gret.org	cf
RASOLOFOMANJIMBY Richard ✓	DRDR ITASY	Rep. - ENVIRONNEMENT	Richardrasolofomandimby @hotmail.fr	
R. B. SOLOPINA RANA Nehéle ✓	Rein Agri	DPA	dir. dpa @ agriculture.gouv.mg crasolmi56@gmail.com 034.05 610.34	
RAMAROSON Lantimire ✓	BMP	Coordonateur	cpmbep@bluewin.ch 03210561143	
ANDRIANANANJULIAN N. Naxim	MET	Collabo. SG	0340562228	

Nom et Prénoms	Entité	Fonction	E-mail/Phone	Signature
MANDRANO Julien ✓	UPDR	Chargé d'Etudes	updr.jul a bluewin.mg 034 14 270 00	
RANDRIARINANA Harism ✓	DAI/Primate	Coordonnateur	harism.nar drina@yahoo.fr 0320702653	
DANTHU PASCAL ✓	CIRAD	D.R.	danthu@cired.mg 032-07-411-10	
RANDRIANADISSA Elias ✓	Min Agri	CN FSA	rاند_eliass@yahoo.com 0340561056	
ROSTHIKONTRAKINA Heem ✓	FEKATOUS	SG	ro@fekatama.com fekatama@uwoor.mg 033 97 672 73	
Delalaimanana Heinobone ✓	MEF	PFM UMCCD	heinobone.ra@a mef.gov.mg	
BAHARI MANIKA KA Lydie ✓	MEF	CN FAO	lydimanika @yahoo.fr	
Ramaram Ignace	GSDM	C.A	0337392107	
RADALONJANO NA Volobouaine ✓	FIFARANDR	DIR	ir.fifanor a@uwoor.mg 034 15 0454 0320182154	
ANDRIAMHAZO Michelle ✓	Min Agri SEnu	chef SEnu	michelle.andriamahazo@gmail.com samianth@yahoo.fr 034 0561081 Johnyvalery	

Nom et Prénoms	Entité	Fonction	E-mail/Phone	Signature
RA JOELISON Clara ✓	SGAB/MPB	chargée d'Etude	sgab @ bluewin.ch	
Caroline PIQUET ✓	AFD	chargée mission	piquet.c@afd.fr	cp
Laure OUVETIN ✓	AFD	chef de projets	quendindegromardl@afd.fr 032 76 91 877	
Jean David NAUDET ✓	AFD	directeur	→ Caroline, nauDETjd@afd.fr	
RAKOTONDRAHANANA ✓	GSDM	DE	gadm.de@moov.mg	
RAHARISON Tahina ✓	GSDM	Ingénieur Agronome	raharison.tahina@gadm-mg.org	
RAZAFINDRAJAY Fanja ✓	GSDM	Ingénieur informatique	razafindrjay.fanja@gadm-mg.org	Fanja
RAZAKAHERISOA Nirorilela ✓	GSDM	Secrétaire	razakaherisoa.nirorilela@gadm-mg.org	
ENJALRIC Frank	GSDM	DEA	gsdm.dea@mar	
RAZANANANARAO Zo ✓	consultant		razananananarao@yahoo.fr	







PANEL DE L'ATELIER







HORAIRES	DUREE	PROGRAMMES	RESPONSABLES/ INTERVENANTS	ENTITES
JEUDI 13 JUIN 2013				
<u>Matinée</u>				
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Session plénière : Présentation des différentes activités menées par le GSDM</i> • <i>Travaux de groupe : analyse et proposition de recommandations sur le rapport d'évaluation des activités et réalisations du GSDM</i> 				
<u>Après-midi</u>				
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Suite des travaux de groupe</i> • <i>Séance plénière : restitution des travaux de groupe et clarification et débats</i> 				
07h 30mn	30mn	Arrivée des participants		
08h 00mn	15mn	Allocution d'ouverture	Madame RAKOTOARISOA Jacqueline, Présidente du CA	GSDM
08h 15mn	15mn	Présentation de l'atelier - Objet, objectifs, programme - Règles et principes	Zo RAZANAMAHARO	Animation
08h 30mn	45mn	Séance plénière : présentations diverses : <ul style="list-style-type: none"> • <i>Rappels des informations et résultats attendus</i> • <i>Missions et cibles du GSDM,</i> • <i>Orientations et perspectives</i> • <i>Organisation et gouvernance du GSDM,</i> • <i>Evolution des compétences</i> 	Monsieur RAKOTONDRAMANANA, Directeur Exécutif du GSDM Frank ENJALRIC, Directeur exécutif adjoint.	GSDM

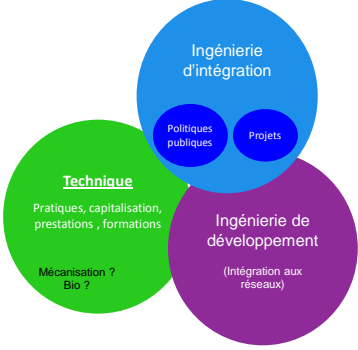
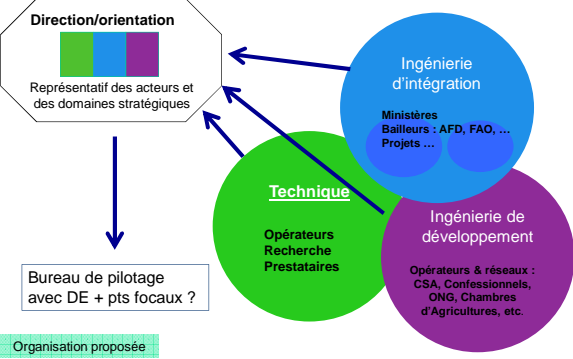
HORAIRES	DUREE	PROGRAMMES	RESPONSABLES/ INTERVENANTS	ENTITES
9H 15mn	45mn	Discussions et débats	Participants Zo RAZANAMAHARO	Assistance Animation
10h 00mn	20mn	PAUSE CAFE		
10h 20mn	20 mn	Séance plénière : préparation des travaux de groupe - Répartition des participants - Règles et principes - Exposition des fiches de synthèse des résultats de groupe pour la présentation en séance plénière	Zo RAZANAMAHARO	Animation
10h 40 mn	100 mn	Travaux de groupe : 3 groupes en parallèle sur les thématiques suivantes : - Aspects techniques (missions, cibles) - Aspects institutionnels (Gouvernance) - Aspects organisationnels (compétences, AT, ...) - Perspectives et décisions financements, ...)	Présidents des groupes Rapporteurs Secrétaires	Membres des groupes
12h 30 mn	90 mn	DEJEUNER		
14h 00mn	60mn	Travaux de groupe (suite)		
15h 00	60mn	Séance plénière : Restitutions des travaux de chaque groupe et questions de clarification	Rapporteur de chaque groupe Zo RAZANAMAHARO	Animation
16h 00mn	15 mn	PAUSE RAFRAICHISSEMENT		
16H 15mn - 17 h 30	75 mn	Séance plénière : discussions et débats sur les travaux des groupes - Recueil des observations et débats - Intégration des commentaires dans les recommandations - Création du Comité ad'hoc pour la rédaction des recommandations	Participants Zo RAZANAMAHARO	Assistance Animation






HORAIRES	DUREE	PROGRAMMES	RESPONSABLES/ INTERVENANTS	ENTITES
VENDREDI 14 JUIN 2013				
<u>Matinée</u>				
<ul style="list-style-type: none"> • Comité ad'hoc : rédaction du projet de recommandations • Séance plénière : discussions et validation du projet de recommandations 				
<u>Après-midi</u> : retour à Antananarivo				
08h 00mn	60mn	Rédaction du projet de recommandations :	Comité ad'hoc	
09h 00m	10mn	Séance plénière : rappel des points saillants de la première journée :	Monsieur Zo RAZANAMAHARO + panel constitué de chef de groupes de travail	GSDM
09h 10mn	50mn	Séance plénière : adoption des recommandations - Analyse des résultats obtenus : discussions et débats - Evaluation de l'atelier	Participants Zo RAZANAMAHARO	Assistance Animation
10h 00mn	30mn	PAUSE-CAFE + ACCUEIL DES INVITES		
10h 30mn	30 mn	Séance plénière : rappel des objectifs de l'atelier et des résultats attendus de l'atelier	Monsieur RAKOTONDRAMANANA	GSDM
11h 00mn	45 mn	Présentation des résultats et recommandations de l'atelier aux invités	Mme RAKOTOARISOA Jacqueline, PCA du GSDM	Assistance
11h 45 mn	45mn	Séance plénière : - recueil des commentaires et observations des invités - Clôture : ○ AFD ○ DGT MINAGRI		
12h 30mn	120mn	DEJEUNER		
14h 30mn	15mn	Départ pour Antananarivo : visites de terrain en cours de route		Agrisud

Annexe 3 : présentation du GSDM par le staff dirigeant

<p style="text-align: center;">Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar </p> <p style="text-align: center;">Atelier de concertation du GSDM 13 et 14 juin 2013</p> <p style="text-align: center;">Programme</p> <p>Jour 1 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Introduction 2) Séance plénière, rappel informations et attendus 3) Travaux de groupes sur les aspects techniques, institutionnels, organisationnels et les perspectives 4) Restitution des GT et rédaction des recommandations <p>Jour 2 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Présentation des recommandations aux invités 2) Recueil observations et commentaires des invités 	<p style="text-align: center;">Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar </p> <p style="text-align: center;">Atelier de concertation du GSDM 13 et 14 juin 2013</p> <p style="text-align: center;">Objectifs atelier</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partager et valider les principales informations du GSDM et conclusions de la mission d'évaluation • Evaluer et valider les stratégies envisagées de réorganisation, élargissement des missions, ... • Identifier et valider orientations proposées • Définir étapes et attendus de la réorganisation de GSDM • Etablir TdR appui institutionnel et assistance technique
<p style="text-align: center;">Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar </p> <p style="text-align: center;">Atelier de concertation du GSDM 13 et 14 juin 2013</p> <p style="text-align: center;">Résultats attendus de l'atelier</p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ Définition des missions futures du GSDM et validation des propositions d'orientations au vu des enjeux liés à la diffusion de l'AC, du développement rural et de la protection de l'environnement à Madagascar ➢ Propositions d'évolution / pérennisation du GSDM (rôle, fonctions & financement) ➢ Analyse des perspectives du GSDM / positionnement aux interfaces Recherche-Développement et Structures administratives-privé ➢ Définition de l'organisation structurelle et de la gouvernance, y compris les aspects statutaires 	<p style="text-align: center;">Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar </p> <p style="text-align: center;">Rappels GSDM</p> <p style="text-align: center;">Promotion de l'Agriculture de conservation et de l'Agroécologie à Madagascar et Appui au programme national d'Agroécologie avec un changement d'échelle de la diffusion de l'AC à Madagascar</p> <p>➔ Les techniques de l'Agriculture de Conservation (AC), et plus généralement l'agroécologie, sont mises en œuvre comme une voie d'amélioration de i) la production agricole, ii) la protection des ressources naturelles et iii) l'adaptation au changement climatique</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">Atelier de concertation - juin 2013</p>
<p style="text-align: center;">Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar </p> <p style="text-align: center;">Rappels GSDM</p> <p>Le GSDM fonctionne avec une approche projet → cadre logique, et un PTA 2013-2014 qui s'inscrit dans une perspective de pérennisation</p> <p>Résultats attendus des activités du GSDM actuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ Capitalisation et référentiels techniques ➢ Renforcement dispositifs de Recherche et Formation ➢ Reconnaissance rôle d'institut technique et intégration AC politique publique et projets de développement ➢ Redéfinition des missions, des cibles et des domaines d'interventions du GSDM. <p style="text-align: right; font-size: small;">Atelier de concertation - juin 2013</p>	<p style="text-align: center;">1) CAPITALISATION : Manuel pratique du Semis Direct </p> <p>Suite manuel SCV :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manuel SCV Madagascar achevé - Suite des fiches techniques didactiques à l'intention des agriculteurs et agents vulgarisateurs <p>Dossiers thématiques de capitalisation :</p> <p>Bilan descriptif de quelques opérations particulière des projets : Champ d'apprentissage, Basket compost, etc.</p> <p>Valorisation Base de données Manamora :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suite récupération de données au-delà de l'achèvement des projets - Formation complémentaire à Manamora et aux outils de valorisation - Réflexions sur éléments d'utilisation, de valorisation et publics cibles <p style="text-align: right; font-size: small;">Atelier de concertation - juin 2013</p>

<p>2) Dispositifs Recherche et formation </p> <p>Appuis aux dispositifs de recherche et de formation et les compétences du GSDM et de ses partenaires sont renforcées</p> <p>2.1. Soutien aux activités de recherche thématique du DP SPAD Thématiques identifiées dans une dynamique de pérennisation et d'appui à la diffusion de l'AC, y compris un dispositif d'évaluation et de valorisation des systèmes de culture,</p> <p>2.2. Valorisation des travaux de recherche</p> <p>2.3. Soutien au rôle de formation Intégrer AC dans les stratégies de formation agricole (SNFAR, etc.) Maintien dispositifs terrain / techniques de formation + visites</p> <p>2.4. Appui aux activités de formation : Mise en œuvre stratégie d'ingénierie de formation pour un référentiel de spécialisation en AC (appui expert) Prestations de formation (sessions + pratiques sites de formation) Prise en charge de sessions opérationnelles de formation de formateurs (Lycées agricoles, projets & programmes) et de cadres.</p> <p><small>Atelier de concertation - juin 2013</small></p>	<p>3) Rôle d'Institut technique → Intégration AC </p> <p>GSDM reconnu dans ses mission d'utilité publique et d'intégration de l'AC dans le développement agricole, le changement climatique et la protection de l'environnement</p> <p>3.1. Pérennisation du GSDM : Mise en œuvre des stratégies d'intégration et de développement, et recherche de financements d'autres bailleurs</p> <p>3.2. Mise en œuvre réseaux / Opérateurs, Chambre Agriculture, bailleurs, projets, etc. (Ing de dévlpmnt)</p> <p>3.3. Mise en œuvre et/ou appui d'opérations de poursuite des activités projets AFD</p> <p>3.4. Fonctionnement et activités du GSDM</p> <p>3.5. Animation GSDM : ateliers thématiques, journées d'échanges,</p> <p>3.6. Promotion AC à Madagascar et niveau régional : Task force, séminaires, évènements promotionnels, réseaux CARWG et COI.</p> <p>3.7. Appui projets partenaires (SLM, SALOHI, SOA...), moyennes et grandes exploitations et/ou OP</p> <p><small>Atelier de concertation - juin 2013</small></p>
<p>4) REDEFINITION MISSIONS, CIBLES, INTERVENTION du GSDM </p> <p>Réorganisation du GSDM / recommandations évaluation prospective et axes de pérennisation (Objet de l'atelier)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4.1. Réorganisation GSDM Structure décisionnelle pour reconnaître la dimensions de création de biens publics → appui institutionnel pour restructuration Dénomination GSDM et ressources humaines • 4.2. Définition missions et cibles GSDM Elargissement à l'agroécologie et aux ingénieries d'intégration et de développement Evolution des catégories d'agriculteurs ciblés • 4.3. Définition suite assistance technique du Cirad Réorganisation assistance actuelle / prolongation / évolution ? (positionnement CA) <p><small>Atelier de concertation - juin 2013</small></p>	
<p>Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar </p> <p>Perspectives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Poursuite des activités dans un contexte d'évolution du GSDM, et d'achèvement des projets (BVPI-SE/HP et BV Lac) et du concours AFD CMG 6011.01 K (fin juin 2014) • Le GSDM en phase charnière d'évaluation et de ré-orientation de ses missions et organisation en vue de sa pérennisation / <ul style="list-style-type: none"> ➢ un contexte propice de prise de conscience des ressources naturelles, de changement climatique et de dégradation des sols ➢ mais contexte décisionnel difficile, bailleurs limités (nombre, priorités) ➢ nécessairement en lien avec une politique publique forte et des partenaires techniques et financiers. ➢ Financements doivent être pérennisés car auto-financement impossible pour des missions de bien public <p><small>Atelier de concertation - juin 2013</small></p>	<p>Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar </p> <p>Suite Conclusions / perspectives :</p> <p>Pérennisation GSDM basée sur la capitalisation et l'expérience, orientée par les recommandations de la mission d'évaluation et justifiée par caractéristiques positives :</p> <ol style="list-style-type: none"> i) structure légère aux standards de fonctionnement requis pour des financements publics, privés et internationaux, ii) Capacités d'expertise et activités aux interfaces de la recherche agricole et du développement rural, et du privé et des institutions administratives, iii) une reconnaissance nationale et acteur central de l'AC à Madagascar, iv) Une connaissance fine des différents intervenants, du contexte d'intervention et des différents milieux agroécologiques de Madagascar, v) inscrit dans des réseaux nationaux (task force nationale en AC) et internationaux au travers de la COI, du CARWG et du Cirad. <p><small>Atelier de concertation - juin 2013</small></p>

<p>Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar</p> <p>Suite recommandations de la mission d'évaluation:</p> <p>Finalités, questions proposées : Développement agricole et préservation des sols ? Développement des pratiques agroécologiques ? Ingénierie agronomique prenant en compte la protection de l'environnement ? Structure de coordination et de promotion ?</p> <p>Cibles : Élargir la cible d'action à toutes les Agricultures et à l'AE de façon générale avec les petits agriculteurs démunis / prise de risque, état d'esprit, les agriculteurs moyens monétarisés avec ou sans mécanisation et les grands agriculteurs mécanisés</p> <p>Missions & fonctions du GSDM : Rôle d'institut technique ? Animation (réseaux d'acteurs, interface, échanges, facilitation) + Formation (besoin en ingénierie) + Capitalisation (références, connaissances, Man@mora) + Expertise (appui technique / ruptures des projets) + Ingénierie politique (nouveaux projets, documents d'orientation politique nationale)</p> <p><small>Atelier de concertation - juin 2013</small></p>	<p>Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar</p> <p>Suite recommandations de la mission d'évaluation:</p> <p>Missions : • Élargir aux 3 domaines stratégiques permettant d'espérer un changement d'échelle • Mise en place d'une ingénierie et d'une animation dans chacun des domaines</p> <p>Équipe : Renforcement de l'équipe actuelle dans les domaines :</p> <ul style="list-style-type: none"> Ingénierie d'appui aux politiques publiques et l'élaboration et la mise en place de projets Ingénierie de réseau de développement  <p><small>Atelier de concertation - juin 2013</small></p>
<p>Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar</p> <p>Suite recommandations de la mission d'évaluation:</p> <ul style="list-style-type: none"> Appui à l'élaboration des politiques publiques et des projets : Ingénierie d'intégration <ul style="list-style-type: none"> Connaissance des acteurs et des mécanismes d'élaboration des politiques publiques, des lieux de décision et des relais Appui aux ministères concernés sur l'intégration des mesures permettant la mise en place d'une politique renforcée de développement de l'AE Connaissance des mécanismes d'élaboration des projets, des acteurs, des bailleurs et des projets en préparation Appui à l'élaboration des projets intégrant un volet AE, capitalisation des existants, références dans le domaine Appui à la diffusion : Ingénierie de développement (réseaux et diffusion) <ul style="list-style-type: none"> Identification des acteurs et réseaux intervenants Information et sensibilisation aux questions AE Identification des vecteurs de coopération, partenariats, etc. Interface recherche - réseaux en la matière Développement de partenariats, coopérations et d'actions <p><small>Atelier de concertation - juin 2013</small></p>	<p>Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar</p> <p>Il s'agit donc de :</p> <ul style="list-style-type: none"> Adapter l'organisation structurelle à l'élargissement des missions Renforcer l'implication des acteurs en fonction de leurs missions Renforcer les relations avec les tutelles et les bailleurs sur les volets stratégiques et politiques Renforcer des liens avec les réseaux et structures intervenants dans le développement rural <p>Comment ?</p> <ul style="list-style-type: none"> Développement du rôle du PCA ou organe de pilotage (porteur de la dynamique et de la politique de développement de l'AE). Création d'une fonction de point focal / domaine stratégique Révision du pilotage général avec : <ul style="list-style-type: none"> Fusion des fonctions du CA et du COPIL dans un organe à définir paritaire (Public – Privé, voire Public, privé, bailleur) Renforcement de la Direction Exécutive sur les 3 domaines Mise en place d'un bureau de la structure (responsables des pôles stratégiques) en appui à la direction exécutive. <p><small>Atelier de concertation - juin 2013</small></p>
<p>Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar</p> <p>Suite recommandations de la mission d'évaluation</p>  <p>Organisation proposée</p> <p><small>Atelier de concertation - juin 2013</small></p>	<p>Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar</p> <p>Suite perspectives et recommandations de la mission d'évaluation:</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'une double stratégie au niveau financier car les expériences passées montrent que l'on ne peut pas compter sur des ressources propres du GSDM pour financer la structure <ul style="list-style-type: none"> Financements publics pour les missions d'animation, de capitalisation et production connaissances et de coordination Montage multi bailleurs : AFD & FAO comme base ? Prestations de haut niveau payantes pour les expertises techniques ... voire d'ingénierie de projet pour de futurs projets de développement ou de protection de l'environnement <p><small>Atelier de concertation - juin 2013</small></p>

<p>Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar </p> <p>➤ Evolution du statut juridique pour prendre en compte la double dimension de la structure : Publique et Privée :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Association / ONG avec reconnaissance d'une mission d'utilité publique / statut de type interprofession / ARUP / ... ○ Pas de statut purement public : importance de l'association des structures et réseaux privés <p>Conditions & environnement :</p> <p>Maintien du principe de marge de manœuvre, réactivité et adaptation du GSDM + Ajustement conjoncturel des programmes + Expérimentations et investigations complémentaires + Développement de nouveaux partenariats</p> <p>...</p>	<p>Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar </p> <p>Faire évoluer la dénomination du GSDM qui n'est pas plus en phase avec la réalité et le devenir de la structure</p> <p>➤ Semis Direct alors que la mission est la promotion de l'Agro Écologie et de l'Agriculture de conservation (AE - AC).</p> <p>➤ Un intitulé restrictif (technique et pas forcément compréhensible) alors que le fond est beaucoup plus large et ambitieux.</p> <p>Proposition : Passer à une dénomination plus large afin de faciliter la compréhension de son action par les acteurs → slogan à ajouter ?</p> <p>➔ Institut ? pour donner une dimension plus officielle : I (ou comme Ingénierie)</p> <p>➔ Intégrer les notions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement : D • Agroécologie ou Agroenvironnement : AE <p>Il ne faut cependant pas perdre l'acquis du sigle GSDM qui est connu</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">Atelier de concertation - juin 2013</p>
<p>Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar </p> <p>Conseils généraux de la mission d'évaluation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Primauté à l'animation et à la coordination des acteurs : Sur base expérience et compétences techniques (unique domaine) → développer l'ingénierie d'appui aux autres domaines • Rester une structure de coordination et non d'intervention : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Taille modeste pour rester souple et adaptable en fonction des situations ➤ Éviter les risques de concurrences et facilite la mission d'appui à la dynamique propre des acteurs • Maintien d'un positionnement de structure intermédiaire et d'interface : Structure professionnelle et publique : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Facilite la mobilisation d'un champ élargi d'acteurs ➤ Permet de faire l'interface avec les politiques publiques ➤ Nécessite un renforcement de son positionnement public • Autonomie et indépendance : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour son acceptation et sa pérennisation (coop / services Etat) ➤ Un futur avec multi bailleurs : faciliter les coopérations ➤ Développer une politique de prestations d'ingénierie <p style="text-align: right; font-size: small;">Atelier de concertation - juin 2013</p>	<p>Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar </p> <p>Synthèse :</p> <p>Pas de remise en cause de fond mais des ajustements d'ambition, de structuration et d'organisation en restant une structure de petite taille et souple :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le positionnement et les moyens sur 3 domaines complémentaires permettant de passer de la technique à la dynamique sectorielle et réaliser le changement d'échelle • Élargir la cible d'action à toutes les Agricultures et à l'AE de façon générale • Faire évoluer son organisation afin de se positionner professionnellement sur les 3 domaines stratégiques nécessaires et de mobiliser les acteurs en conséquence (diversification des acteurs) • Mise en place d'une double stratégie au niveau financier : Fonds publics (missions d'animation, de capitalisation et de coordination) / Prestations payantes pour l'expertise ou ingénierie de projet. • Evolution du statut juridique afin de prendre en compte la double dimension de la structure : Publique et Privée • Clarifier la dénomination afin d'être en phase avec les ambitions et lisible par le maximum d'acteurs.
<p>Agroécologie et Agriculture de conservation à Madagascar </p> <p>Questions à poser :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Existe-t-il une politique nationale sur l'AE ? Sinon sur l'AC ? Sinon sur CC ? ➤ Existe-t-il une stratégie nationale sur l'AE ? Sinon sur l'AC ? Sinon sur CC ? Et mentionne l'AC et l'AE ? ➤ Que pensez vous d'une politique nationale à construire sur l'agroécologie ? Comment relier agriculture et protection de l'environnement au-delà des aspects techniques ? 	

Annexe 4 : résultats des travaux de groupe

Résultats des travaux du Groupe 1

- **Numéro du groupe: 1**
- **Equipe d'animation:**
 - **Président(e) de séance : M. Lanto Ramaroson**
 - **Secrétaire de séance : M. Rakotondramanana / Fanja Razafindrajay**
 - **Rapporteur : M. Luc Arnaud**
 - **Membres :**
 - Mme Jacqueline Rakotoarisoa
 - M. Solofo Raharinaivo
 - Mme Michelle Andriamahazo
 - Mme Michèle Rasolompiakarana
 - M. Jean Michel Ravoninjatovo

Différents aspects	Identification des contraintes (discussions)	Grandes lignes de recommandation (propositions)	Observations
Techniques	Manque d'intégration: recherche-diffusion	Définir la stratégie et plan de communication	
	Impacts socio-économique pas suffisamment mis en relief	Diffusion de l'impact socio-économique	
		Document de concept à destination des décideurs par la communication	
		Investissement dans la communication (il faut faire appel aux spécialistes et former l'équipe du GSDM pour avoir cette compétence)	
	Documents de politique n'incluant pas le concept d'agro écologie	Fournir les éléments à l'appui pour la politique nationale de l'agro écologie. Internalisation à l'implication des pouvoirs publics.	
	Le GSDM n'est pas assez mis en valeur sur le terrain. ? Qu'est ce qu'il apporte le GSDM ? → Plaidoyer au niveau national et régional	Plaidoyer : <ul style="list-style-type: none"> - National - Régional → Organisation atelier national et régional	
	Focalisation sur les petites exploitations familiales	Toutes les types d'agricultures (petites, moyennes, grandes) => au travers des cibles : <ul style="list-style-type: none"> - Politique - Opérateur de développement - Centre de formation 	

Différents aspects	Identification des contraintes (discussions)	Grandes lignes de recommandation (propositions)	Observations
		- Autorité régionale Payer le risque lié à l'innovation (Subventionner l'introduction de l'agro écologie au niveau des petites exploitations familiales) Accompagner les moyennes et grandes exploitations	
Institutionnels	Insuffisance de politique et de vision nationale de l'agro écologie	Implication et appropriation des structures publiques	
		Définition de la politique d'élargissement des zones d'intervention dans tout Madagascar (politique de l'Etat Malgache)	
	Vision trop courte à l'échelle du projet	S'inscrire par le LT ⇔ stratégie COM	
	Manque d'intégration des membres dans la mise en œuvre de la mission du GSDM	La stratégie du GSDM être connue et appropriée par ses membres	
	Absence des organismes publics et des OP dans la gouvernance du GSDM	Mise en place d'un organe d'orientation incluant des organes publics et les OP	
	Questionnement sur le statut actuel	Maintenir le statut d'association de nature privée du GSDM en vue d'une gestion souple	
Organisationnels	Insuffisance de communication (aussi bien interne qu'externe) et d'actions en politique publique	Mettre en place un poste de communication et de plaidoirie au sein de la direction exécutive	
	Changement d'échelle d'envergure insuffisante et, business modèle du GSDM	Besoin d'assistance technique et des missions d'expertise ponctuelle	
	Complexité des nouvelles missions à mettre en œuvre		

Différents aspects	Identification des contraintes (discussions)	Grandes lignes de recommandation (propositions)	Observations
Perspectives	Fonctionnement du GSDM sur des Systèmes de financement non pérenne (projets)	<p>Trouver des sources de financements pérennes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inclure un volet agro écologie dans tous les projets de développement rural et d'environnement - Adopter une stratégie multi bailleur - Travailler davantage avec les NAP (Corridor forestier) - Accéder au financement des fondations nationales et internationales - Autres types de financements : FCV, Remise de dette, ... 	

RESULTATS DE TRAVAUX DU GROUPE 2

- **Numéro du groupe: 2**
- **Equipe d'animation:**
 - **Président(e) de séance : Xavier**
 - **Secrétaire de séance : Tahina**
 - **Rapporteur : Ntsoa**
 - **Membres : Harison, Richard, Vololona (FIFAMANOR), Vololona (MEF), Henri**

Différents aspects	Identification des contraintes (discussions)	Grandes lignes de recommandation (propositions)	Observations
Techniques	Accessibilité à la capitalisation technique restreinte à GSDM Valorisation des acquis limités au niveau des membres (manque d'application et diffusion)	Renforcement de capacité humaine (en quantité) : Centre et organismes de formation Organismes d'accompagnement – OP, Tranoben'ny Tantsaha, CSA, CMS...	Ingénierie de développement : réseaux
	Formation insuffisante – sur le plan académique (intégration dans les modules de formation académique)	Sensibilisation pour l'intégration de l'AC dans les éducations (plusieurs niveaux et branches à toucher) → Intégration dans les politiques et stratégies sectorielles) – Importance pratique Renforcement de capacité des Centres de formation (+ sites de démonstration...)	Créer le reflexe sur l'AC
	Manque de techniciens formés dans les techniques agro-écologiques	Formation spécialisant en AC	
Institutionnels	Manque de décisions politiques pour l'AE/AC	Plaidoyer, animation document de référence, traduction de charte en document de politique (par l'Etat mais plaidoyer par le GSDM)	
	Manque de marketing pour l'AE/AC	Plaidoyer à renforcer	
	Gouvernance (trop centralisée à la direction exécutive) – Problème de statut (limite les missions, les mandats et les redevabilités des membres)	Changement de statut ? Quel type ? Encore à discuter	
	Relation des Ministères avec le GSDM est insuffisante	Plaidoyer, Plateforme	

Différents aspects	Identification des contraintes (discussions)	Grandes lignes de recommandation (propositions)	Observations
Organisationnels	Manque de coordination entre les acteurs de développement Manque de visibilité des activités du GSDM	Cibler les plateformes régionales existantes et ceux potentiels (développement, environnement, autres) Ne pas créer ou rester sur des plates formes agro-écologiques (groupes de travail) trop restrictif Redynamisation ? Mise en place ?	
		Partenariat avec les scientifiques étrangers à renforcer Besoin d'une présence physique d'experts suivant orientation et besoins	
Perspectives	Confusion de terminologie par rapport au financement et certains bailleurs (AC vs AE)	Ouverture en AE mais compétences de pointe en AC	Procéder par étape : le GSDM n'a pas forcément toutes les compétences sur toutes les branches de l'AE
	Manque de document politique de référence sur le développement durable	Animer l'élaboration d'une charte de développement durable (document de référence) – économie, environnement, social (intégrant tous les secteurs d'activités)	Contraintes nationales (initiatives à l'endroit de l'Etat mais GSDM en tant que force de proposition) Ex de déclinaison de la Charte au niveau régional et local : Dina iraisana (ex : les exploitations doivent se conformer à des règles) – Dina pour l'application de l'AC/AE sur les tanety (dina local)
	Implication des membres en tant que GSDM (fonctions GSDM...) limitée (rôle de plaidoyer pour le changement d'échelle)	Plateforme nationale pour l'Agroécologie (intégrer les membres du GSDM dans ce plateforme) et le GSDM continue ses missions en tant qu' Institut	Capacité des membres limitées (ils ont leurs objectifs – cibles – délimitation des zones d'intervention – orientation bailleurs)

RESULTATS DE TRAVAUX DU GROUPE 3

- **Numéro du groupe: n°3**
- **Equipe d'animation:**
 - **Président(e) de séance : Mme Lydie**
 - **Secrétaire de séance : F. Enjalric**
 - **Rapporteur : Alain Rakotovao**
 - **Membres : Lydie (MEF), Clara (MFB), Julien (UPDR), Sylvain (Agrisud), Ignace (Lui-même), Pascal (Cirad), Alain (ICPM), FE (GSDM)**

Aspects techniques (missions, cibles)

1. Les objectifs spécifiques d'amélioration de la production agricole, la protection des ressources naturelles et d'adaptation au changement climatique sont reconnus et partagés, considérant que l'appui à la diffusion de l'AC est un moyen pour atteindre les objectifs spécifiques. Cela n'est pas une finalité. La finalité est une agriculture durable.
2. Evolution des approches de l'AC à l'agroécologie dont la finalité de durabilité de l'agriculture intègre de plus en plus des aspects autres que techniques, l'exploitation, le territoire...
3. Positionnement GSDM à l'interface technique et décisions politiques. Le ciblage est partie intégrante de la stratégie d'une structure. Il faut donc s'orienter à la fois sur i) les agricultures, ii) les stratégies de développement
 - acteurs du développement
 - Décideurs politiques des politiques sectorielles
 - Partenaires techniques et financiers pour intégrer l'AE dans la conditionnalité de leurs financements
 - Les différentes agricultures sans exclusion
4. Mission d'impliquer tous les acteurs pour intégrer AC + AE dans les politiques sectorielles : agriculture, élevage, environnement, eaux & forêts, formation, ... (PSAEP en cours)
5. AC et AE : l'élargissement à l'AE est considéré comme logique et légitime voire stratégique étant entendu que cette orientation est au-delà des effets de mode et en étant conscient des risques de dispersion.
6. Définir des missions en fonction des cibles :
 - Plaidoyer, cibles = décideurs, PTF, ministères, bailleurs ; acteurs = les concernés
 - Interface :
 - recherche – développement, maintien d'activités de recherche d'accompagnement
 - Décideurs
 - Public – privé : transfert de connaissances, financement
 - Appui à la formation, cibles = organismes et services de formation
 - Direct au niveau technique
 - Insertion AC et AE à tous les niveaux d'éducation et formation

- Académique avec UV à l'université
 - Développer des capacités d'évaluation d'impacts
- 7. Développer des capacités d'appuis dans les phases d'instruction de projets devraient être reconnues

Définir la stratégie et plan de communication Diffusion de l'impact socio-économique

Document de concept à destination des décideurs par la communication Investissement dans la communication (il faut faire appel aux spécialistes et former l'équipe du GSDM pour avoir cette compétence)

Fournir les éléments à l'appui pour la politique nationale de l'agro écologie. Internalisation à l'implication des pouvoirs publics

- Plaidoyer : National et Régional → Organisation atelier national et régional
Toutes les types d'agricultures (petites, moyennes, grandes) => au travers des cibles :

- Politique
- Opérateur de développement
- Centre de formation
- Autorité régionale

Payer le risque lié à l'innovation (Subventionner l'introduction de l'agro écologie au niveau des petites exploitations familiales)

Accompagner les moyennes et grandes exploitations

Aspects institutionnels (Gouvernance)
--

1. Le CA institutionnel n'a pas le poids nécessaire à la gestion du GSDM, pb organisationnel, prédominance du bailleur dans le financement du GSDM
2. Gouvernance bicéphale : en tant qu'association, le GSDM dispose d'un CA, en tant que projet il met en œuvre une politique publique financée actuellement par l'AFD et il est régi par un CoPil
3. Envisager un changement de statut du GSDM, la première option serait ARUP au-delà des avantages fiscaux. Autre option serait EPIC, voir statut chambre d'agriculture. Voir aussi Etablissement public à vocation professionnelle..., centre national...
4. Il faut une légitimité étatique qui sous entend une relative tutelle pour des missions de services publics.
5. La nécessité d'un appui de professionnel institutionnel, et juriste, est mise en évidence
Implication et appropriation des structures publiques

Définition de la politique d'élargissement des zones d'intervention dans tout Madagascar (politique de l'Etat Malgache)

S'inscrire par le LT ⇔ stratégie COM

La stratégie du GSDM être connue et appropriée par ses membres

Mise en place d'un organe d'orientation incluant des organes publics et les OP

Implication et appropriation des structures publiques
Définition de la politique d'élargissement des zones d'intervention dans tout Madagascar (politique de l'Etat Malgache)
S'inscrire par le LT ⇔ stratégie COM
La stratégie du GSDM être connue et appropriée par ses membres
Mise en place d'un organe d'orientation incluant des organes publics et les OP
Maintenir le statut d'association de nature privée du GSDM en vue d'une gestion souple
Mettre en place un poste de communication et de plaidoirie au sein de la direction exécutive
Besoin d'assistance technique et des missions d'expertise ponctuelle
Maintenir le statut d'association de nature privée du GSDM en vue d'une gestion souple
Mettre en place un poste de communication et de plaidoirie au sein de la direction exécutive
Besoin d'assistance technique et des missions d'expertise ponctuelle

Aspects organisationnels (compétence, AT...)

1. Une compétence sur ingénierie d'intégration y compris communication, plaidoyer, réseaux, appui aux lettres de politiques apparaît nécessaire → des appuis (missions, consultants) + une personne ressource à identifier et recruter qui puisse servir d'intermédiaire, d'interface avec les différents consultants.
2. Suggestions de constituer des cellules dédiées aux différentes missions au sein desquelles seraient représentés les différents membres et tutelles
3. Le rôle des membres doit être défini ! Quelles sont les participations effectives des membres aux missions du GSDM ? Le GSDM devrait demander aux membres de se positionner sur la réalisation des missions du GSDM. Les cellules mentionnées (pt 2) seraient un moyen d'impliquer les membres
4. Jusqu'à maintenant c'est la DE du GSDM qui avait un cahier des charges. Il faudrait que les membres aient également un cahier des charges, des TdR
5. L'assistance technique doit accompagner l'évolution du GSDM, (préparer les statuts, suite des activités). Elle sera redéfinie. Cette assistance technique est nécessaire pour accompagner la transition : elle diminuerait sur les aspects techniques (vivier a priori conséquent), au profit de la communication, plaidoyer, etc. Elle assurerait également la formation du poste supplémentaire

- Aspects juridiques

- Communication et plaidoyer
 - Elaboration d'une charte de développement durable
6. Recherche de compétences de juriste en ponctuel (statut, aspects institutionnels), compétences de « législateur-juriste » pour appui à la rédaction de lettres de politique sectorielle (exemple du PSE, ...).

Perspectives, décisions et financements
--

1. Le financement lié à l'enjeu de l'intégration de l'AE dans les politiques sectorielles du gouvernement.....
2. A court terme, le GSDM proposerait d'accompagner l'AFD dans son projet de développement rural en appui aux acteurs considérés (CSA, FRDA, OP, ...)
3. Le GSDM pourrait bénéficier des fonds du COMESA (et COI) attribués à la Task force en AC au travers de la FAO.
4. Proposer un rôle d'agence d'exécution dans le cadre de conventions établies avec 1 ou des ministères de tutelles de manière pérenne
5. Proposer de mobiliser des fonds de l'Etat au travers un positionnement de centre national rattaché à un ministère de tutelles (ex. du CNEAGR, CNA, ...)
6. Financement multi-bailleurs au travers d'une quote-part des projets financés par ces bailleurs. Une ligne budgétaire pourrait être réservée dans chacun des projets dans ce sens. Ce prélèvement alimenterait un fonds national géré par le centre en question (GSDM) pour ses missions de services publics et d'accompagnement des projets en question étant entendu que l'AC et l'AE soient reconnues comme priorité nationale.

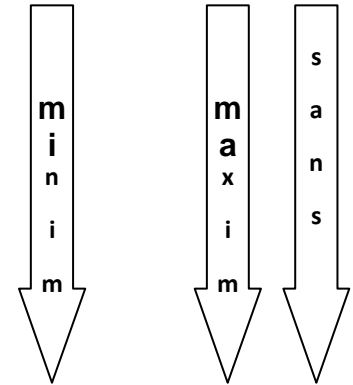
Annexe 5 : fiche d'évaluation de l'atelier

ÉVALUATION DE L'ATELIER DE CONCERTATION DES MEMBRES ET PARTENAIRES DU GSDM (13 et 14 Juin 2013)

Cette fiche est anonyme et servira exclusivement à l'évaluation de la qualité de l'atelier en général.

PREMIÈRE PARTIE :

- Veuillez donner à chacun des aspects de la retraite énumérés ci-dessous une note de 1 à 5, 1 étant le minimum et 5 le maximum.
- Si vous estimez qu'une question ne s'applique pas à vous, ou que vous n'avez pas les informations voulues pour y répondre, entourez l'option «sans avis» représentée par : X.
- Veuillez indiquer votre réponse en entourant le chiffre ou le X correspondant en fin de ligne.
- Veuillez n'entourer qu'une seule réponse par question.



1. Atteinte des objectifs et des résultats escomptés	1	2	3	4	5	X
2. Participation, implication, contribution des invités (quantité)	1	2	3	4	5	X
3. Potentialité des participants aux débats et discussions (qualités)	1	2	3	4	5	X
4. Qualité des interventions et des informations reçues	1	2	3	4	5	X
5. Matériels bureautiques utilisés durant l'atelier (séance plénière et groupes)	1	2	3	4	5	X
6. Qualité de l'animation/ facilitation	1	2	3	4	5	X

DEUXIEME PARTIE

- Sur la logistique :
 - Appréciation du confort : Excellente – bonne – moyenne – mauvaise
 - Esthétique du lieu Excellent – Bon – Moyen - Mauvais
- Sur la restauration :
 - Qualité des repas (en général): excellent – bon – moyen - mauvais
 - Qualité de service : excellent –bon – moyen – mauvais
- Sur la durée : trop longue- longue- courte -

Nota sur les première et deuxième partie : Si vous vous êtes trompé(e) en marquant une réponse (que vous ne pouvez pas effacer), veuillez la corriger de la manière suivante : 1) entourez la bonne réponse ; 2) dessinez une flèche qui pointe sur elle ; 3) écrivez le mot «correct» à côté de la flèche.

TROISIEME PARTIE :

7. Que nous conseilleriez-vous pour améliorer les ateliers de ce type?

.....

.....

8. Autres observations ou suggestions :

.....

Merci d'avoir répondu au maximum aux questions, en toute honnêteté et sans complaisance !